



## Déclaration FSU – CTSD 59 28 janvier 2022

Nous commencerons cette déclaration en remerciant les services de la DSDEN pour les documents fournis et les échanges pendant et après le groupe de travail du 18 janvier. Certaines situations ont pu être revues et, dans cette période toujours très compliquée pour les établissements, c'est sans aucun doute un petit soulagement pour les personnels des collèges concernés. Ces quelques améliorations ne pourront pas, hélas, faire oublier la dégradation des conditions de travail, ni combler les réductions de moyens que les collèges du département ont connus ces dernières années.

Il aura fallu une crise sanitaire pour révéler les maux dont souffre le service public d'éducation depuis plusieurs années. Si comme dans la santé, les difficultés sont nombreuses, cette crise n'en est que le révélateur mais sûrement pas la cause. La FSU ne reviendra pas ici sur la gestion calamiteuse de l'épidémie dans les établissements scolaires par un ministre de l'Éducation nationale totalement déconnecté de la réalité et plus occupé à vouloir soigner son image à des fins personnelles. La « non-préparation » de la rentrée des vacances de Noël aura été l'épisode de trop pour des personnels épuisés de tenir les établissements à bout de bras depuis un an et demi sans aucune écoute, aucune aide, ni reconnaissance digne de ce nom de la part de leur ministre. Les collègues sont épuisés, épuisés de quémander des protections sanitaires, épuisés de faire cours avec des classes décimées... Les personnels sont épuisés d'être méprisés par celui qui devrait être le premier à les protéger et à les soutenir. Depuis 5 ans, le ministre Blanquer maltraite l'institution et fait mal aux personnels. Il porte l'entière responsabilité de ce qui se passe actuellement dans les établissements scolaires. Cette rentrée 2022 constitue la 5<sup>ème</sup> qu'il a préparée et, nous l'espérons, sa dernière !

En 5 ans, ce ministre est responsable de 7900 suppressions d'emplois dans les collèges et lycées publics pendant que les effectifs augmentaient dans le secondaire. Alors que la crise sanitaire accentue les difficultés scolaires pour de très nombreux élèves, le ministre Blanquer continue de supprimer des postes, dégradant toujours plus les conditions de travail des personnels et des élèves. A la rentrée 2022, et depuis le début de la pandémie, le ministre aura supprimé 2300 postes dans le secondaire comme si les besoins n'existaient pas.

Pour en revenir à la préparation de rentrée dans les collèges du nord, il est difficile, là aussi, de ne pas faire le bilan de ces 5 dernières années, parce qu'eux aussi ont subi la politique dévastatrice du Ministre Blanquer. Même si la dotation globale pour les collèges du département est stable pour la prochaine rentrée, elle ne peut effacer près de 2300 heures postes supprimées dans leur DGH depuis la rentrée 2017, soit l'équivalent de 128 postes, dont une cinquantaine a été supprimée à la rentrée 2021 pendant la pandémie. Une étude approfondie des DGH depuis 2017 montre que ce sont les établissements les plus défavorisés qui ont vu leurs effectifs augmentés, notamment les REP+ ou maintenant, les établissements du groupe A. Néanmoins, sous une politique de réduction de moyens, ces mêmes établissements ont absorbé une grosse partie des retraits d'emploi et les conditions de travail des élèves et des personnels s'y sont dégradées. L'évolution du H/E moyen de ces établissements illustre cette dégradation puisqu'il était de 1,63 en 2017 pour le groupe accueillant les 31 REP+, il ne sera que de 1,52 à la prochaine rentrée pour le groupe accueillant, maintenant, les 37 collèges ayant les plus faibles IPS. Seul ce groupe d'établissement a vu son H/E baissé depuis 2017, les H/E des 3 autres groupes sont restés stables. Il est bien difficile d'entendre le cynisme du discours du ministre qui affirme que sa priorité depuis 5 ans a été donnée à la réduction des inégalités. On se demande bien comment ? Certainement pas avec des moyens d'enseignement !

La FSU, Monsieur le directeur académique, souligne l'effort fait sur le seuil d'élèves des collèges du groupe A qui revient à 23,49, c'est à dire au niveau de ce qu'il était à la rentrée 2020. La FSU acte également le maintien de la dotation SEGPA après plusieurs années de baisse et de suppressions de moyens. Ces deux décisions vont dans le bon sens mais elles ne peuvent rattraper les milliers d'heures d'enseignement perdues depuis 2017 dans les collèges et les SEGPA du département. Dans ces conditions, le développement des dispositifs ULIS se fait également sans les moyens nécessaires à la réussite de l'inclusion. La FSU continue de demander la prise en compte des effectifs des ULIS dans ceux des classes et niveaux qui les accueillent, c'est une nécessité afin de limiter les effectifs des classes.

Malgré ce triste bilan, Jean-Michel Blanquer aura tout de même réussi une chose, celle de se mettre à dos l'ensemble de la profession. Sa politique, ces interventions médiatiques, ses mensonges, son mépris sont devenus insupportables pour les collègues qui n'attendent qu'une chose de sa part maintenant : qu'il parte et ne revienne jamais dans l'éducation nationale ! Mais attention, plus qu'un départ, ce sont des moyens et des postes de personnels titulaires et formés, dont a besoin l'éducation nationale. C'est de respect et de reconnaissance pour leur métier dont ont besoin les personnels, cela passe nécessairement par l'amélioration de leurs conditions de travail et par une réelle reconnaissance salariale. C'est ce que devront accomplir le prochain ministre et le prochain gouvernement. En ce début de nouvelle année, la FSU fait donc le vœu d'obtenir très vite une politique éducative radicalement opposée à celle que les personnels subissent depuis 5 ans.